

Le RUSÉ



www.leruse.fr

Journal impertinent, insolent et humoristique
du Réseau Unitaire Social et Ecologique

ruse62@yahoo.fr

Edito

Tollé général. Scandale à tous les étages. Crime de lèse majesté. Le candidat Hollande a annoncé qu'il comptait taxer à hauteur de 75 % les salaires supérieurs à 1 million d'euros. Et la droite et le Modem de s'émouvoir de concert : mais comment peut-on dire de telles âneries ? Comment oser vouloir faire payer davantage ces pauvres riches ? C'est vrai quoi ils paient déjà assez comme ça. Et puis surtout ça risque de faire fuir à l'étranger les fortunes visées. Ben voyons... Partant de ce principe, c'est vrai que la seule solution c'est de taxer les Français moyens : vous et moi. Car ce n'est pas avec l'argent qu'ils ont sur leur livret A, quand ils ont la chance d'en avoir, que la majorité des Français vont pouvoir s'exiler au Luxembourg ou en Suisse. Et pourtant il n'est question dans cette mesure que de taxer la partie du salaire au-dessus du million d'euro. Le patrimoine, les œuvres d'art... tout ça n'entre pas dans le calcul. Et si un jour on décidait d'un salaire maximum ?

Schaeffler, ex Brampton déménagement, et après ?

L'affaire, disons-le clairement, est engagée depuis de très nombreuses années. Ce qui fera écrire récemment au Nord Littoral (chassez le naturel, il reviendra au galop) que la municipalité de Jacky Hénin a fait traîner les choses.

Pour la bonne information de chacun, il nous paraît utile de rappeler les faits et rien que les faits, chacun pouvant ensuite se faire sa propre opinion.

Située en plein centre-ville, la vieille usine BRAMPTON appartient au patrimoine calaisien. Le savoir-faire de ses salariés : ouvriers, chercheurs, techniciens, cadres... est indiscutable et l'a sauvée plus d'une fois. Comme par ailleurs, les spécialistes savent bien que la chaîne est l'avenir pour le moteur automobile (longévité, fiabilité...), il est aisé de comprendre que, bien exploité, le processus de fabrication peut permettre de maintenir et créer de nombreux emplois industriels à Calais.

Si le positionnement géographique a pu autrefois représenter un avantage, depuis de nombreuses années il est devenu un handicap. Manque de place, difficultés d'approvisionnement par les poids lourds en ville, gêne occasionnée aux riverains. Le vieillissement des locaux a également occasionné de nombreux soucis, surtout à une époque où: le respect des normes environnementales et de sécurité, est devenu l'une des questions majeures.

C'est cette réalité qui avait motivé les discussions entre la direction du groupe

Brampton représentée par la direction locale et la ville de Calais représentée par Jacky Hénin. Des pistes de réflexions avaient été avancées et des projets jetés sur le papier. Un déménagement de l'entreprise sur la zone des Cailloux, la possibilité de réserver sur cette même zone



un espace pour accueillir des sous-traitants directs de l'entreprise et ainsi conforter la viabilité économique du projet, une emprise foncière réservée à l'entreprise dans le cadre d'un éventuel besoin de développement, l'aide et l'appui de la ville de Calais pour obtenir toutes les aides possibles dans le cadre de la préservation et du développement de l'emploi industriel...

Pour conforter le tout, la ville s'était engagée à racheter les terrains de BRAMPTON situé en cœur de ville pour récréer de l'habitat. Les discussions se déroulaient normalement, avançaient même très bien (des plans commençant à être

établis), jusqu'à ce que le groupe BRAMPTON ne décide de vendre son usine à SCHAEFFLER. Inutile de vous dire, qu'on n'a demandé ni l'avis des salariés ni celui des élus, on a vendu. Besoin de liquidité, crainte de l'avenir, souhait de rentabilité plus élevée... sans doute un peu de tout cela.

Une autre aventure commence alors. Le groupe SCHAEFFLER, prend alors son temps. Il examine les différentes possibilités qui se présentent à lui : d'abord faire l'inventaire. Le site de Calais est-il rentable, son personnel est-il aussi compétent qu'on veut bien le dire, faut-il maintenir et développer Calais comme cela a été évoqué, regarder une autre implantation ou un rapatriement des productions en Allemagne...

Forcément, mener à bien de telles investigations prend du temps et amène à être confronté à une réalité mouvante. L'automobile en plein boom, prend la récession économique mondiale en pleine face (son principal client frôle la faillite), par ailleurs des accidents de production peuvent amener des situations de quasi catastrophe.

Et puis ce groupe, n'est pas n'importe quel groupe, il veut de la rentabilité à tout prix et peu importe la casse. Il est bon de rappeler quand même que c'est le même groupe qui a fermé l'usine Continental dans l'Aisne, laissant sur le

Suite P2

Le chiffre

11 : c'est le nombre de photos du président de l'agglomération dans le dernier numéro du Calais Infos distribué la semaine passée... Outil de propagande ?

Le dessin

Chaque semaine notre dessinateur Babouse, revient sur l'actualité à sa manière...



En bref... En bref... En bref... En bref... En bref.

Le rafioteur de DFDS

Le premier navire de DFDS a commencé ses rotations avec la Grande-Bretagne le 17 février et un Rusé de nos connaissances a eu « la chance » de faire une traversée. Il en est revenu très étonné de l'état du navire : des aménagements prévus pour de longues traversées (cabines), des boutiques pas ouvertes quand il a pris le navire (aujourd'hui ce n'est sans doute plus le cas...), mais surtout un bateau rouillé, vieux, bref pas reluisant du tout. On comprend encore mieux pourquoi DFDS attendait patiemment comme un rapace,

que SeaFrance ait définitivement coulé pour racheter les bateaux au prix le plus bas...

Tout va bien ?

Dans le Rusé n°160, vous aviez pu lire en page 1, un article intitulé « A Calais, tout va bien (1) » et nous vous annonçons la suite dans le Rusé suivant, autrement dit celui d'aujourd'hui. Seulement voilà, nous nous sommes laissés emporter par l'actualité... Mais ce n'est que partie remise : vous découvrirez donc la suite de « A Calais, tout va bien » la semaine prochaine.

Loto le 18 mars

On n'oublie pas le loto organisé par l'association des élus Communistes et Républicains.

Dimanche 18 mars 2012

Grand loto

organisé par l'association
des élus Communistes et Républicains



à partir de 13 h

Salle des Fêtes de Sangatte

Inscriptions possibles au 03 21 34 61 16

On le note

Les Libertés de séjour du Channel, manifestation artistique, humaines et inattendue, ont lieu **du samedi 9 au samedi 24 mars 2012**. Pendant 3 semaines les clés du Channel sont données à un artiste et carte blanche lui est offerte. L'an passé, c'était l'araignée de François Delarozière qui avait tissé sa toile Bd Gambetta. Cette fois c'est Etienne Saggio qui prendra possession du lieu pour faire découvrir son univers au public. « C'est la magie nouvelle qui tire les fils ». Le Channel, Bd Gambetta

Suite de la P1

Egarement ou mission?

tapis plus de 1500 salariés, ce ne sont pas vraiment des sentimentaux. Alors il prend son temps pour parvenir (c'est ce que nous pensons) aux conclusions qui l'amèneront à décider de remettre en marche le dossier de déménagement : l'unité de Calais, malgré tous ses défauts, reste pour le moment particulièrement intéressante économiquement.

Commence alors de nouvelles négociations avec les élus locaux, ce qui est normal, pour construire un nouveau projet qui voit le jour aujourd'hui. Un projet qui prévoit de l'investissement (on parle de 20 millions d'euros), pérennise les emplois actuels (c'est ce qui est dit), en créerait même cinquante supplémentaires.

C'est bien, et il faut le dire. Mais il est bien également (au moins pour des élus) d'apprendre à lire entre les lignes et d'essayer de comprendre les orientations mises en avant par un groupe comme SCHAEFFLER.

Des orientations qui diffèrent des choix antérieurs et ne correspondent pas aux possibilités de développement offertes par la chaîne moteur. Pourquoi ?

La déclaration de Monsieur Francis Gest, dans l'édition du Nord-Littoral du 1^{er} mars, interpelle le militant et le responsable politique que je suis. Ainsi, sa critique concernant la multiplication des candidatures à gauche sur la 7^{ème} circonscription qui viserait à nuire au PS, est surprenante. Surtout lorsqu'elle est formulée dans l'article annonçant la candidature E.E.L.V. sur cette même circonscription. Que chaque composante de la gauche, verte comprise, veuille être audible et se faire entendre lors des élections n'a rien de choquant, c'est simplement la démocratie qui s'exprime. Cela dit, charité bien ordonnée commence par soi-même, et il me semble bien qu'un contrat de mandature ait été signé entre les verts et le PS pour les législatives. Quant à un complot qui viserait Yann Capet, que Monsieur Gest se rassure, les événements récents ont prouvé que l'intéressé était passé maître dans le domaine, Charles François et Gilles Cocquemont en savent quelque chose.

Pour ce qui est du propos qualifiant la candidature de Jacky Hénin de « malhonnête », on peut dire qu'il est inapproprié. Parce que même s'il a exprimé la volonté de se présenter aux législatives, les instances du Front de Gauche ne l'ont pour

l'instant pas encore investi. Par conséquent à cet instant, Jacky Hénin n'est officiellement pas candidat. Et quand bien même, il le serait, au nom de quoi, Monsieur Gest, pourrait-il remettre en question un principe démocratique, un droit constitutionnel et contester la légitimité d'un homme qui a toujours œuvré pour le Calais, qui souhaite se mettre au service de sa population. Bien au contraire, les huit années d'expériences acquises au Parlement Européen sont autant d'atouts pour défendre au mieux les intérêts des citoyens de la 7^{ème} circonscription dans l'hémicycle national.

Certes des désaccords ont pu naître, par le passé, entre de fortes personnalités et cela a certainement créé des inimitiés entre les hommes. Mais, lorsque l'on est un responsable politique et que l'on prétend être le porte-parole d'une pensée collective, il est de l'ordre du basique de savoir dominer ses préjugés, pour se mettre au service de l'intérêt général. Et si l'on veut parler d'honnêteté, le Parti Communiste et ses dirigeants peuvent se targuer, eux, d'avoir toujours privilégié l'intérêt général du peuple de Gauche, d'autres peuvent-ils en dire autant ?

Eric LHIRONDELLE
Membre dirigeant de la section
PCF de Calais

La santé en piteux état

Dans un article de notre édition du 30 janvier de cette année, nous évoquons les difficultés particulièrement prégnantes de la santé dans notre région, nous faisons état des écarts importants entre notre région et d'autres (davantage au soleil) en terme de couverture médicale (surtout pour les spécialistes), nous informons encore des grandes souffrances des personnels de santé, confrontés à des surcharges de travail considérables, fatigués, dans l'incapacité de faire valoir leurs droits à congés... Quelques temps plus tard, la presse en général et nous mêmes, rendions de nouveau compte des difficultés exprimées par les personnels de l'hôpital à la veille d'un déménagement annoncé, de la diminution des moyens affectés au remplacement...

Nos propos, comme les remarques incessantes des personnels sur le danger à terme de telles orientations, ont apparemment incité la presse et particulièrement le *Nord Littoral* à enquêter. C'est ainsi qu'à la une du 23 février du quotidien local est annoncé : « *L'hôpital confronté aux retraites anticipées. Des RTT qui valent des années de retraite. L'hôpital va faire face à des départs anticipés de médecins qui partiront plus tôt en retraite grâce à leurs RTT* »

Non seulement ce qui est avancé est vrai, mais la même situation s'applique aux personnels soignants et non soignants. Ce qui renforce l'inquiétude quant à l'état réel de notre service de santé. En effet, depuis de trop nombreuses années, l'hôpital public est privé progressivement de moyens au point que la grande majorité des établissements accumulent des déficits abyssaux, qui les obligent années après années à rogner sur tout, jusqu'à ce qu'un accident se

produise et que l'on entende alors les responsables politiques venir dire devant la caméra et la main sur le cœur : « nous ne savions pas ! » Les recettes des hôpitaux sont constituées de dotations et d'une part de plus en plus importante liée à l'activité. Des activités qui, trop souvent, laissent les services rentables financièrement au privé et les services coûteux au service public. Les hôpitaux dont celui de Calais, devront à moyen terme répondre à la question : « *mais comment fait-on pour remplacer les départs en retraite ?* ».

Une question particulièrement importante, d'autant plus qu'un certain nombre de départs ne seront pas des retraites mais des positionnements en récupération de services accomplis. Ainsi les hôpitaux devront à la fois assurer le salaire des médecins, infirmières, aides soignants, agents techniques... qui seront placés en récupération, mais devront également trouver le moyen de régler les salaires de ceux qui seront recrutés pour assurer leur remplacement, faute de quoi la sécurité des patients ne serait plus assurée, une véritable bombe à retardement. Comment va-t-on faire? D'autant que toutes les politiques qui se sont menées ces dernières années n'ont eu de cesse de nous expliquer qu'il fallait réduire les dépenses ! On voit bien, avec l'exemple ci-dessus, où nous mène une telle orientation. A systématiquement vouloir exonérer les riches et les grosses entreprises d'impôts on aboutit au fait que notre société ne dispose plus des moyens nécessaires pour assumer sa santé, son éducation... Il faut que cela change et vite, faute de quoi on ira droit dans le mur.

Poil à gratter

Meeting ou conseil ?

Souvenez-vous dans la presse de la semaine passée, on nous expliquait, photo à l'appui, que les élus UMP de la municipalité calaisienne avaient pris le bus pour aller ensemble assister au meeting de Nicolas Sarkozy à Lille. Très bien. Ils soutiennent leur poulain, quoi de plus normal ? Seulement les plus attentifs auront remarqué que le meeting en question avait lieu... le jour du conseil communautaire... Un petit coup d'œil à la photo dudit conseil parue dans l'édition du même jour (vendredi 24 février) nous confirmait ce qu'on avait suspecté : les élus UMP, Natacha Bouchart en tête, étaient absents du conseil. Moralité : voilà une nouvelle preuve, s'il en était besoin, que les élus UMP se moquent des Calaisiens comme d'une guigne et que dès qu'ils le peuvent ils sèchent l'instance où sont prises les décisions. Rappelons au passage, que ces messieurs dames sont payés pour être représentants de l'agglomération : l'augmentation des indemnités d'élus est même l'une des premières mesures prises à leur arrivée.

L'UMP ferme les classes

Cette année encore, la rentrée scolaire s'annonce sous de mauvais auspices. Pour l'heure huit fermetures de classes sont annoncées par l'inspection d'académie. Ré-



Blet possédé par l'UMP

Il ne s'agit pas d'un remake de « l'exorciste », point de fiction ici mais une réalité pathétique. A force de fréquenter l'UMP (et d'être de plus en plus dépendant des bonnes grâces de Bouchart), Philippe Blet s'est tout à fait imprégné de la méthode Sarkozy. Ainsi, on impose des mesures ou des projets impopulaires parce qu'on a la légitimité des urnes, obtenue pourtant sur la base de promesses, de slogans, de programmes flous. On sait, aujourd'hui ce que vaut le « *travailler plus, pour gagner plus* » de Nicolas Sarkozy. Dans le même ordre d'esprit, Blet pour défendre le projet ubuesque de Palais des congrès, avance : « *nous avons été élus avec un programme visant à redonner de l'attractivité à Calais* ». On peut penser que dans la tête des Calaisiens, lorsqu'on leur parlait d'attractivité, ils pensaient développement économique, ré-industrialisation, sauvegarde des emplois existants et non pas de projets pharaoniques qui feraient exploser leurs impôts locaux ! Force est de constater que tout comme le « *je serai le Président du pouvoir d'achat* » de Sarkozy, le « *venez voir à Calais, ça change (en pire !)* » du couple Bouchart-Blet, ne sera resté qu'à l'état d'agglomérat de mots, non suivis d'actes significatifs. Et dans le domaine de l'action, le bilan des réalisations de l'actuelle majorité municipale est rachitique et paradoxalement onéreux.

action de notre adjoint à l'éducation, Bernard Lelièvre : « *On discute toujours ces fermetures annoncées, mais seulement celles qui sont discutables. On ne peut raisonnablement pas défendre un poste quand la moyenne de l'école est de 14 élèves par classe.* » C'est un peu léger, non ? Dans d'autres villes voisines, touchées elles aussi pour ces fermetures programmées, la riposte s'est organisée allant même jusqu'à manifester devant le rectorat. Oui mais voilà, à Calais c'est l'UMP qui dirige et la municipalité UMP ne peut pas manifester contre des fermetures décidées par leur grand patron UMP. Les classes vont donc fermer et on pourra dire : merci Natacha !

Solidarité... avec les migrants

Dans son édition du 19 février, *La Voix du Nord* nous fait part du parcours d'un militant associatif calaisien de la cause migrante connu sous le surnom de « Moustache ». Celui-ci évoque le chemin parcouru, rappelle les distributions, les actions aux côtés de l'abbé Boutoille, de... il ne renie rien de ce combat et assume comme au premier jour son investissement pour les autres. Aujourd'hui, s'il a pris du recul et s'est tourné vers le théâtre et le cirque au Channel, c'est qu'il a été déçu, notamment par l'aspect humanitaire : « *j'ai vu des responsables d'associations se battre pour le pouvoir. Certains se servent aussi des migrants pour faire de la politique... ça m'est insupportable.* » S'il le dit !